



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 26/03/2026

ZI Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79 000 Niort
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Monsieur Yves VIOLAMER

1 route de Prissé-la-Charrière
79360 Villiers-en-Bois

Références : 0003104658 / 2026 / 162
Code AIOT : 0003104658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 de l'établissement exploité par Monsieur Yves VIOLAMER à Villiers-en-Bois. L'inspection a été réalisée le champ de législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (Titre I^{er} du Livre V du code de l'environnement). La visite a été annoncée le 12 novembre 2025.

Cette partie « Contexte et constats » du rapport DREAL sera publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Exploitant de l'ICPE : Yves VIOLAMER
- Site localisé : 1 route de Prissé-la-Charrière à Villiers-en-Bois.
Parcelles ZD 32 et ZD 31 du cadastre
- Code AIOT : 0003104658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

Thème de l'inspection : Cessation d'activité – Remise en état

Contexte dans lequel s'inscrit l'inspection :

La visite fait notamment suite aux constats réalisés après les inspections des 16/05/2019, 23/11/2019 et 06/01/2021.

Un arrêté de mise en demeure a été signé le 23/09/2019 demandant notamment la cessation des activités et l'évacuation des déchets présents sur site.

Par la suite, un arrêté infligeant une amende et une astreinte administrative, dont la levée était notamment conditionnée à l'évacuation de tous les véhicules hors d'usage et de tous les déchets dangereux a été signé le 17/04/2020.

Dans le cadre de l'article R.512-47 du Code de l'environnement, en vue d'une régularisation partielle, Monsieur VIOLAMER a réalisé, le 9 Juin 2020, deux déclarations ICPE portant sur :

- une activité de regroupement de déchets métalliques sur 100 m², classée en rubrique ICPE n° 2713-2 sous le régime de la Déclaration (100 m² = seuil Bas de la rubrique 2713-2) ;
- une activité de regroupement de déchets non dangereux avec 100 m³, classée en rubrique ICPE n° 2714-2 sous le régime de la Déclaration (100 m³ = seuil Bas de la rubrique 2714-2) ;

Les rapports d'inspection précités suggèrent que les règles d'urbanisme en vigueur (RNU) sur le terrain où les déchets sont déposés ne permettent pas de régulariser les activités ICPE. Ce domaine relève de l'application du Code de l'urbanisme et non de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection en a informé le service de l'État compétent en matière d'urbanisme (DDT).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des constats

La fiche de constats figure en partie 2-4 du présent rapport. Elle fournit les informations relatives au contrôle. **Elle amène une proposition de suites administratives.**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---------------------------------------|--|
| 1 | Cessation d'activité – Remise en état | Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/09/2019 |

2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

Sur le terrain adossé à l'habitation de Monsieur VIOLAMER, sont encore présents des véhicules hors d'usage, des déchets amiantés et des déchets métalliques. La quantité de véhicules hors d'usage présente est légèrement supérieure au seuil du régime de l'Enregistrement fixé par la rubrique 2712 (100 m²). La quantité déchets amiantés présente est d'environ de 3 à 4 m³ ce qui représente environ 2 tonnes ; cette quantité est légèrement supérieure au seuil du régime de l'Autorisation fixé par la rubrique 2718 (1 tonne). L'enchevêtrement des déchets et de la végétation suggère que ce sont des dépôts anciens et non une activité régulière de transit. Monsieur VIOLAMER n'a pas transmis de justificatif d'élimination de déchets opéré depuis 2021. Les évacuations des stocks de véhicules hors d'usage et de déchets amiantés objet de la mise en demeure du 23/09/2019 n'ont pas été réalisées.

2-4) Fiche de constats

N° 1 : Cessation d'activité – Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/09/2019 |
| Thème : Risques chroniques, Cessation d'activité – Remise en état |
| Prescription contrôlée : « Monsieur VIOLAMER Yves [...] est mis en demeure de : <ul style="list-style-type: none">• de cesser sous 24 heures de recevoir sur son site tout nouveau véhicule hors d'usage, tous déchets dangereux, tous déchet de métaux, tous déchets non dangereux,• d'évacuer dans un délai de 2 mois tous les déchets dangereux et les véhicules hors d'usage entreposés sur le site, dans des filières dûment autorisées et agréées si nécessaire ;• fournir dans un délai de 2 mois les documents attestant de ces évacuations (pour les VHU et |

déchets dangereux)

- d'évacuer dans un délai de **6 mois** tous les métaux et déchets de métaux qui dépasseront un périmètre défini par l'exploitant de 100 m²,
- d'évacuer dans un délai de **6 mois** tous les déchets non dangereux,
- de fournir au Préfet, dans un délai de **6 mois** un dossier décrivant les mesures prises pour la cessation et la remise en état du site conformément au II de l'article R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement. »

Constats :

Visibles sur les photographies placées aux pages 8 à 10, nous avons listé approximativement, chez Monsieur VIOLAMER :

* **des Véhicule Hors d'Usage :** 1 car, 3 caravanes, 1 automobile, 2 camionnettes, 3 poids lourds, 1 tracteur agricole, soit une surface totale d'environ 120 m².

Cette surface est légèrement supérieure au seuil de 100 m² fixé par la rubrique 2712 du décret de nomenclature ICPE annexée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement :

| | | |
|------|--|---|
| 2712 | Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. | |
| | 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² | E |
| | 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage autres que ceux visés au 1. et 3., la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ² | A |
| | 3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement : | |
| | a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m ² | E |
| | b) Pour la dépollution, le démontage ou la découpe | E |

à partir duquel l'activité classée en rubrique 2712-1 nécessite un enregistrement.

Nous n'avons pas vérifié le statut 'VHU' de certains véhicules, en confrontant les véhicules présents aux critères notés aux pages 25 à 30 de la note DGPR du 27/04/2022 « *explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets* ». Monsieur VIOLAMER déclare que certains véhicules que nous désignons VHU roulent, par exemple les camions visibles sur la photographie « Centre ».

Lors de la visite d'inspection, des emplacements au sol où l'herbe est roussie suggèrent que des VHU ou déchets ont été évacués, au cours des derniers mois.

Nous tentons ci-dessous de comparer le stock présent lors de l'inspection DREAL précédente (le 06/01/2021) et le stock vu le 03/12/2025. Le rapport DREAL du 02/03/2021 de l'inspection du 06/01/2021 indique : « *Le jour de la visite, soit le 06/01/2021, l'exploitant a évacué une partie des VHU, il a donné des justificatifs à la gendarmerie lors de son audition. Pour les VHU résiduels, 3 ont été évacués vers la SARL RFN recyclage (en tant que platin). Les justificatifs (certificat de démolition/ destruction) ne sont pas disponibles. L'inspection a constaté qu'il restait des VHU sur le site (8 VHU), notamment :*



»

Le 03/12/2025, ces VHU ne sont plus présents, en bordure de la rangée de résineux orientée Nord-Sud.

* **des déchets non dangereux** (déchets métalliques, calorifuge, céramique), dont le volume total est approximativement de 30 ou 40 m³.

Monsieur VIOLAMER nous a présenté, sur son téléphone, la photographie d'une benne de déchets évacués récemment :



* **des déchets dangereux** : un tas de déchets de fibro-ciment réputés amiantés, en mélange avec d'autres déchets du BTP inertes : environ 3 à 4 m³. Ce déchet, qui demeure présent, est visible sur la photographie en page 10.

Malgré nos rappels, Monsieur VIOLAMER n'a pas envoyé à la DREAL de justificatif d'élimination de déchets. Pour les déchets dangereux (VHU et déchets amiantés), l'expédition est soumise aux obligations de traçabilité définies à l'article R.541-45 du Code de l'environnement.

Sept photographies prises le 3 décembre 2025 chez Monsieur VIOLAMER :

Nord



Nord-Est



Est



Centre



Sud



Sud-Ouest



Ouest : déchets du bâtiment, dont déchets amiantés.



En conclusion, sur le terrain adossé à l'habitation de Monsieur VIOLAMER, sont encore présents des véhicules hors d'usage, des déchets amiantés et des déchets métalliques. La quantité de véhicules hors d'usage est légèrement supérieure au seuil du régime de l'Enregistrement fixé par la rubrique 2712 (estimée à 120 m² pour un seuil de 100 m²). La quantité déchets amiantés présente est d'environ de 3 à 4 m³ ce qui représente environ 2 tonnes ; cette quantité est légèrement supérieure au seuil du régime de l'Autorisation fixé par la rubrique 2718 (1 tonne).

Les évacuations des stocks de véhicules hors d'usage et de déchets amiantés objet de la mise en demeure du 23/09/2019 n'ont pas été réalisées.

L'enchevêtrement des déchets et de la végétation suggère que ce sont des dépôts anciens et non une activité régulière de transit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Arrêté de suppression des installations classées non enregistrée et non autorisée. Remise en état du site.

Proposition de délais : 3 mois